

M. le Président: Je dois prévenir le député que son temps de parole est terminé.

* * *

L'INDUSTRIE AUTOMOBILE

LES CONSÉQUENCES DE L'IMPORTATION DE VÉHICULES FABRIQUÉS AU JAPON

M. John Reimer (Kitchener): Monsieur le Président, le contingentement des importations, qui se termine le 31 mars 1985, a limité l'entrée au Canada de véhicules fabriqués au Japon à un nombre situé entre 166,000 et 170,000, ou à un maximum de 18 p. 100 du marché des voitures neuves.

En 1984, un nombre record de 125,000 personnes étaient employés directement dans l'industrie automobile et la fabrication de pièces au Canada et beaucoup d'autres dans les industries connexes. En fait, le secteur automobile a accru le nombre des emplois de 25,000 à 30,000 au cours des deux dernières années seulement, ce qui a contribué de façon notable à notre santé économique. Une bonne partie de la relance économique récente est due directement à la construction automobile et à la fabrication de pièces.

Si ce système de contingents est supprimé et si on ne prend pas d'autres mesures à la place, le marché automobile domestique risque d'être inondé par les importations japonaises qui ne contiennent que peu ou pas de valeur ajoutée canadienne. La baisse de production qui en résultera, au Canada, se traduira par une perte d'emplois. Le Canada ne peut pas se permettre ce recul, et on ne peut pas lui demander de le tolérer.

Une enquête portant sur deux ans et publiée ce mois-ci par l'Institut des études commerciales et économiques de l'Université Sir Wilfrid Laurier a constaté que 55 p. 100 des Canadiens sont en faveur des contingents et 64 p. 100 en faveur de la fabrication de pièces au Canada.

Par conséquent, je prie instamment le gouvernement de faire en sorte que les importateurs japonais fassent au Canada des investissements suffisants, en échange de l'accès au marché, ou, à défaut, de reconduire les contingents d'importation pour une nouvelle année.

* * *

LA FONCTION PUBLIQUE

L'ÉGALITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI AU MINISTÈRE DU TRAVAIL

Mme Sheila Copps (Hamilton-Est): Monsieur le Président, le ministre du Travail (M. McKnight) nous a appris aujourd'hui, au comité permanent du travail, de la main-d'œuvre et de l'immigration, que son ministère s'était maintenant fixé des objectifs pour l'avancement des femmes aux échelons supérieurs de son ministère, le chef de file dans ce domaine.

Le ministre n'a pas caché sa satisfaction lorsqu'il a déclaré que son ministère songeait à relever le pourcentage des cadres supérieurs féminins qui passera de 14 à 17 p. 100 en 1988. Ce n'est qu'un misérable 1 p. 100 par année. A ce train-là, l'égalité en matière d'emploi dans son ministère sera atteinte en l'an 2021.

Article 21 du Règlement

Le ministre et le gouvernement n'ont rien fait pour assurer aux femmes l'égalité d'emploi conformément aux recommandations de la Commission Abella. Le parti conservateur leur avait promis la lune, il leur a donné des prunes.

La ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M^{lle} MacDonald) a perdu la bataille. Le gouvernement refuse de donner l'exemple puisqu'il renonce au principe de l'égalité en matière d'emploi. Au demeurant, il n'en n'a cure. Mais les Canadiens n'oublieront pas les vaines paroles du gouvernement, les promesses rompues de notre «beauparleur» national et de la bande de béni-oui-oui et de muettes qui forment son cabinet.

* * *

L'ADMINISTRATION

ON CRITIQUE LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

M. Ian Waddell (Vancouver-Kingsway): Monsieur le Président, je m'inquiète des priorités du nouveau gouvernement conservateur. Je reviens de ma circonscription, à Vancouver, et je suis indigné de l'ampleur du chômage en Colombie-Britannique. Le gouvernement a promis: «Des emplois, des emplois et encore des emplois». Il se contente maintenant de parler sans cesse du déficit. M. «M», un de mes électeurs avec lequel je me suis entretenu samedi, est en chômage depuis 16 mois. Il a perdu sa maison, saisie par une banque et une société de finance. A mon retour à Ottawa, j'ai constaté que le gouvernement venait à la rescousse d'une banque. Le gouvernement ne sauve pas un simple Canadien, mais il se porte au secours d'une banque.

Le gouvernement s'est empressé aussi de supprimer le programme de remplacement du mazout, qui était couronné de succès. Il accordait une subvention de \$800 aux simples Canadiens, une des rares subventions accordées aux consommateurs.

Les ministres de l'Énergie se réunissent aujourd'hui à Vancouver. Les propriétaires de gisements de pétrole anciens auront droit à une aubaine de \$4 à \$7 le baril ou à une somme de 200 à 300 millions. Les consommateurs de l'Ontario ou du Québec n'étaient nullement représentés à ces réunions.

Nous avons été témoins du sauvetage d'une banque et du traitement de faveur accordé aux sociétés pétrolières. Le gouvernement oublie qu'il a promis des emplois et supprime les subventions pour économiser l'énergie. Telles sont les priorités du gouvernement. S'il continue ainsi, la lune de miel sera bientôt terminée.

* * *

L'ANTI-SÉMITISME

L'URSS—LE COMPORTEMENT ENVERS LES JUIFS

M. David Kilgour (Edmonton-Strathcona): Monsieur le Président, en tant que président du groupe parlementaire canadien s'intéressant au sort des juifs d'Union soviétique, groupe qui comprend maintenant 237 députés de la Chambre des communes, je voudrais signaler à la Chambre que la situation de la communauté juive en Union soviétique continue de se détériorer. L'émigration des juifs d'Union soviétique a pratiquement cessé.